

Il est prévu de favoriser les tranches fixes en début d'action. Les tranches variables seront appliquées en deuxième partie d'action lorsqu'il est plus probable que des résultats puissent être observés et évalués et surtout une fois le plan d'actions adopté par le COPIL. Ce choix se justifie par le faible risque que la politique ne soit pas mise en œuvre au regard des résultats démontrés par le passé dans le domaine de l'eau, de l'appropriation politique de la PSE et de la priorité accordée à l'eau depuis plus de 20 ans par le PTOM. **Il est important de préciser que la Polynésie française souhaite donner la priorité aux tranches fixes en se basant entre autres sur l'annexe 10 des lignes directrices de l'appui budgétaire sur les PIED/PTOM qui précise au point 4 b) que dans ces territoires, la préférence devrait être accordée aux tranches fixes uniquement, en mettant en particulier l'accent sur les évaluations des conditions générales visant un nombre limité de mesures clés et d'indicateurs de résultat.**

Le calendrier prévisionnel indicatif de décaissement proposé par la Polynésie française est le suivant :

	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Tranches fixes	6 000 000	6 000 000	4 500 000	4 000 000	4 900 000	25 400 000
Tranches variables	-	-	1 500 000	2 000 000	2 200 000	5 700 000
Total	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	7 100 000	31 100 000

Conformément aux conditions de décaissement fixées dans la présente convention de financement, le PTOM présente à la Commission européenne une requête officielle de décaissement pour chaque paiement annuel aux dates indiquées dans le calendrier indicatif des décaissements, comprenant : i) une analyse et une justification les plus exhaustives possibles pour le décaissement des fonds, y compris des pièces justificatives qui doivent être annexées et ii) une fiche signalétique financière dûment signée afin de faciliter les paiements ultérieurs. La présentation formelle de la demande complète, incluant les éléments susmentionnés, constitue une condition préalable à l'examen par la Commission européenne du respect des conditions générales et spécifiques relatives au déboursement des tranches. En l'absence de dossier complet, la Commission européenne pourra être amenée à ajourner le traitement de la demande.

4.4 Modalités de mise en œuvre de l'appui complémentaire à l'appui budgétaire

4.4.1 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où les critères généraux d'éligibilité de l'appui budgétaire ne sont plus respectés, ou suite à l'accord de la Commission sur une demande dûment justifiée du bénéficiaire en cas de difficultés importantes rencontrées lors de la mise-en-œuvre ; le mode de gestion pourrait passer à une gestion indirecte en derniers recours.

Dans le cas où cette action pourrait être mise-en-œuvre en gestion indirecte ; l'entité envisagée sera sélectionnée sur la base des critères suivants : 1) être soumise à une évaluation des piliers, 2) avoir une forte présence sur le terrain dans le PTOM bénéficiaire et dans la région et 3) avoir une longue expérience dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et dans les politiques européennes.

Dans le cas où l'entité envisagée devrait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement en utilisant les mêmes critères que ci-dessus. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être dûment justifiée.

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Appui budgétaire - cf. section 4.3	31 100 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	Financés sous une autre Décision
Totaux	31 100 000